

DÉCLARATION DE LA CNAS-FASO HÈRÈ SUR LA SITUATION AUTOUR DE KIDAL

Bamako le 12 juin 2013

Le Bureau Politique National de la Convention Nationale pour une Afrique Solidaire (CNAS-Faso Hèrè) réitère sa ferme opposition à toute négociation avec les séparatistes du MNLA et son rejet de tout soit disant pré Accord aux discussions duquel les Forces Vives de la Nation, les différentes communautés ainsi que l'Assemblée Nationale n'auraient pas été dûment associées. En particulier, la CNAS-Faso Hèrè attire l'attention de l'opinion nationale et internationale sur l'impérieuse nécessité de ce qui suit :

1. Désarmement sans délai et sans condition du MNLA, conformément à la résolution 2100 du Conseil de Sécurité de l'ONU et aux lois de la République du Mali ;
2. Exécution diligente et sans faille de tous les mandats d'arrêt nationaux et internationaux lancés contre les leaders du MNLA et d'autres groupes armés pour crimes graves commis dans le Nord ;
3. Traduction de tous les officiers déserteurs devant les tribunaux militaires maliens ;
4. Entrée immédiate à Kidal des Forces Armées et de Sécurité du Mali pour sécuriser le scrutin ainsi que les personnes et leurs biens, et ce, sans condition ni subterfuge. A cet égard, la restauration totale de la souveraineté pleine et entière du Mali sur l'ensemble de son territoire ne saurait s'accommoder d'aucun soit disant "encadrement" de l'Armée Nationale par la Minusma ou toutes autres forces étrangères.

Le groupuscule d'enfants gâtés de la République rassemblés au sein du MNLA et complices avérés d'AQMI et du MUJAO est désavoué par l'écrasante majorité de nos frères et sœurs Touareg et n'a aucune légitimité pour parler en leur nom, et, a fortiori, au nom de nos compatriotes résidant dans la partie Nord de notre pays.

Le Bureau Politique National de la CNAS-Faso Hèrè rappelle que le mode d'organisation et d'administration du territoire relève de la

souveraineté intérieure exclusive de chaque Etat indépendant et ne saurait donc faire l'objet ni de chantage au gel de l'aide extérieure ni d'immixtion dans les affaires intérieures dudit Etat.

La CNAS-Faso Hèrè engage vivement le Président de la République par intérim et le Gouvernement de Transition à :

1. Mettre fin à la participation du Mali aux soit disant négociations de Ouagadougou, lesquelles ne sont en réalité qu'une étape de plus dans le vaste complot ourdi contre l'intégrité territoriale et la souveraineté de notre pays visant à placer Kidal sous protectorat étranger ;
2. Activer le processus de dialogue et de réconciliation intra- et inter communautaire sous l'égide de la Commission Dialogue et Réconciliation, en le complétant par un volet justice et réparation ;
et
3. Concevoir et mettre en œuvre un train de mesures concrètes et crédibles visant à libérer nos frères et sœurs Touareg, et singulièrement la Jeunesse, du joug d'une minorité de féodaux, d'esclavagistes, de narcotrafiquants et d'alliés de la nébuleuse terroriste internationale.

Fait à Bamako, le 12 Juin 2013

Pour le Bureau Politique National de la CNAS-Faso Hèrè
Le Secrétaire Politique

Edmond Koulougna Dembélé

<http://zou2013.com/index.php/component/content/article/34-activites/385-declaration-de-la-cnas-faso-here-sur-la-situation-autour-de-kidal>